

Soutenez Bahar Kimyongür et les prisonniers politiques en Belgique !

Il y a des juges (et des politiciens) qui, en Belgique, ignorent sciemment la répression que le régime turc organise contre des écrivains, des avocats, des syndicalistes et prétendent contredire la justice européenne et les organisations des Droits de l'Homme qui condamnent ce régime dont les crimes sont quotidiens.

Ce sont ces juges-là qui ont condamné Bahar Kimyongür et ses co-accusés !

Le régime turc refuse aussi de reconnaître le génocide arménien, qu'il légitime encore, tout en organisant la répression contre les peuples qui composent le pays : les Kurdes, les Assyriens, les Arméniens... Un régime qui entretient des bandes de tueurs d'extrême droite et assassine dans les prisons. C'est cela que Bahar Kimyongür a dénoncé, c'est cela que le tribunal qui l'a condamné veut cacher.

Faisant montre d'une véritable soumission à l'administration Bush, mais aussi aux décisions «antiterroristes» de l'UE, le gouvernement belge a fait voter, en 2003, une loi qui est la copie conforme du «**Terrorism Act 2000**» britannique, adopté en 2000 par des parlementaires qui, dès le 11 septembre 2001, devinrent «**tous américains**».

Le gouvernement belge tolère aussi le passage organisé par la CIA des avions-chambres de torture ? C'est pour cela qu'il organise les traitements inhumains et dégradants dans les prisons ?

Bahar Kimyongür et ses co-accusés sont victimes de mesures par lesquelles il est aussi désormais permis à la police et à la police politique, la Stüreté, de violer grossièrement les libertés d'expression et d'association.

En même temps, constatant que se sont constitués des groupes fascistes et terroristes (ils ont accumulé plus de 600 armes à feu !) jusqu'au sein de l'Armée, la justice belge et le gouvernement les traitent comme des délinquants ordinaires voire négocient avec eux et organisent le silence sur l'un de ces groupes néo-nazis («Blood and Honor»).

Mais ce que Bahar Kimyongür et ses co-accusés vivent aujourd'hui menace toute personne qui entend, dans notre pays, dénoncer, manifester, protester, contester et s'organiser pour le faire.

Personne n'est donc à l'abri de ces lois liberticides.

- Bahar Kimyongür a failli être remis secrètement par les autorités belges entre les mains des tortionnaires turcs dont il dénonce les crimes. La Ministre de la Justice, fort proche des nationalistes turcs, s'est impliquée personnellement dans cet enlèvement illégal. Et le rapport officiel des Comités «P» et «R» sur cette affaire a été déposé **dans un coffre-fort** et même les parlementaires sont privés du droit à le consulter convenablement !

- Bahar Kimyongür devrait passer cinq années en prison alors qu'il n'a commis aucun délit en Belgique, en Turquie ou ailleurs ; qu'il n'a fait qu'exprimer un point de vue critique et qu'il s'est organisé en conséquence dans des activités parfaitement légales.

- Bahar Kimyongür et les autres condamnés du DHKC ont subi et subissent des conditions de détention inhumaines et dégradantes. «Notre» État expérimente ainsi un «Guantanamo à la belge» afin de casser psychologiquement et physiquement les prisonniers politiques.

Réagissons, revendiquons la «Liberté pour Bahar et l'annulation de ce jugement trafiqué !»

La liberté de Bahar, c'est aussi la nôtre !

Concrètement, vous pouvez :

- **Participer aux actions** du CLEA, non sans avoir préalablement consulté notre site pour agir en étant bien informé (le journal quotidien ne suffit pas toujours...).

- **Chaque samedi, de 16. à 17h.**, sur les marches de *La Bourse* à Bruxelles, rassemblement des familles et proches des prisonniers politiques, soutenus par le CLEA et des nombreux citoyens.

- **Acheter et diffuser notre autocollant, notre carte de vœux et le vin «Liberté pour Bahar».** (Contactez le 0487/174 851 et versez l'argent sur le compte **363-0054263-80**) ;

- **Faire un don** sur le compte 363-0054263-80 en soutien des prisonniers politiques et de l'action du Clea ;

- **Télécharger nos tracts** au départ de notre site et les diffuser ;

- **Signer la «Lettre ouverte à Laurette Onkelinx»** pour dénoncer les conditions inhumaines de détention des condamnés du procès du DHKP-C (voir site) ;

- **Faire signer une motion de soutien à Bahar** dans votre organisation (déjà des secteurs de la FGTB et de la CGSP ont pris position, notamment parce que les syndicalistes sont aussi concernés) ;

- **Écrire** (de préférence dans la langue de leur nationalité, ou en turc, ou en néerlandais, ou en anglais) **aux prisonniers politiques de Bruges**, à l'adresse : Pénitencier Complex Brugge - Legeweg 200 - 8200 Sint Andries/Brugge. Leurs noms : Sukriye Akar (D), Musa Asoglu (NL), Kaya Saz (D).

- **Écrire à Bahar ainsi qu'à sa famille** pour les soutenir moralement, aux adresses suivantes :

1) **Bahar Kimyongür**, Avenue de Burlet n°4 à 1400 Nivelles (près de la gare) ;

2) **Necibe Dogru** (sa maman), 84, avenue Jean Dubrucq, boîte 22, 1080 Bruxelles ;

Merci d'écrire aussi, si vous écrivez à Bahar, à **Deniz**, son épouse pour s'assurer de bonne fin :

tél : 0486 846 170 - e-mail : <deniz-demirkapi@hotmail.com>;

- **Lui rendre visite à la prison de Gand**. Pour ce faire, vous devez envoyer une **photocopie de votre carte d'identité** à la prison, puis téléphoner 3 à 4 jours après pour savoir si vous pouvez vous y rendre (tous les jours, sauf le dimanche). Merci d'écrire parallèlement aussi à Bahar et d'en avertir son épouse.

- Vous inscrire à la mailing-list <clea-join@leclea.be>.

- **Participer aux réunions du Clea** annoncées sur le site ou par la mailing-list.

- **Organiser une activité pour soutenir Bahar Kimyongür.**

LIBERTÉ POUR BAHAR www.leclea.be



RÉSISTER N'EST PAS UN CRIME

Liberté pour Bahar !

Un citoyen belge, innocent, vient d'être condamné, pour ses opinions, à cinq ans de prison ferme. C'est inacceptable ! Bahar Kimyongür est un symbole. Il est le symbole des dangers que la lutte contre le «terrorisme» fait peser sur nos libertés.

Soutenir Bahar, c'est protéger les droits humains de tous les citoyens en Belgique et ailleurs.

Bahar Kimyongür est un citoyen belge qui s'oppose au régime turc. Depuis des années, il sensibilise la population et les personnalités politiques belges à propos des violations des droits de l'Homme en Turquie. En particulier, il dénonce la torture que subissent les prisonniers politiques dans ce pays.

Aujourd'hui, l'État belge a choisi son camp : en dépit de nombreux rapports alarmants condamnant la violence de l'État turc, la Justice belge présente ce pays comme une démocratie et fait passer les opposants politiques au régime d'Ankara pour des criminels.